

## Section 4. — Entrée en vigueur

**Art. 25.** Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Santo Stefano, le 24 avril 2003.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—————  
Note

(1) *Session ordinaire 2001-2002.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires :*

Projet de loi, n° 2-1366/001 du 17 juillet 2001.

*Session ordinaire 2002-2003.*

*Documents parlementaires :*

Amendements, n° 2-1366/002 et 2-1366/003. — Avis du Conseil supérieur de la Justice, n° 2-1366/004. — Amendements, n° 2-1366/005 à 2-1366/010. — Rapport du 10 janvier 2003 par MM. Verherstraeten et Van Hoorebeke et Mmes Herzet et Lalieux, n° 2-1367/011. — Texte adopté par la commission, n° 2-1367/012. — Amendement, n° 2-1366/013. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2-1366/014.

*Annales parlementaires.* Discussion et adoption séances des et 15 et 16 janvier 2003.

Sénat.

*Documents parlementaires :*

Projet transmis par la Chambre des représentants pour évocation, n° 2-1428/1. — Amendements, n°s 2-1428/2 et 2-1428/3. — Rapport du 25 février 2003 de Mmes Taelman et de T'Serclaes, n° 2-1428/4. — Texte amendé par la commission, n° 2-1428/5. — Amendements, n° 2-1428/6. Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-1428/7.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption séance du 27 février 2003.

Chambre des représentants.

Texte amendé par le Sénat, n° 2-1366/015. — Rapport du 13 mars 2003 par Mme Herzet et M. Verherstraeten, n° 2-1366/016. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2-1366/017.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption, 20 mars 2003.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1950

[C — 2003/09447]

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal  
modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1965  
portant règlement général des établissements pénitentiaires**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté vise la création, d'une part, d'un Conseil central de surveillance pour l'administration pénitentiaire et, d'autre part, d'une commission de surveillance au sein de chaque établissement pénitentiaire. Ces nouveaux organes remplaceront les actuels Conseil supérieur de la Politique pénitentiaire et commissions administratives. Le fonctionnement, la composition, les compétences et les missions doivent être professionnalisés et revalorisés. Les mandats des membres du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire sont arrivés à échéance,

## Afdeling 4. — Inwerkingtreding

**Art. 25.** Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Santo Stefano, 24 april 2003.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—————  
Nota

(1) *Gewone zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken :*

Wetsontwerp, nr 2-1366/001 van 17 juli 2001.

*Gewone zitting 2002-2003.*

*Parlementaire stukken :*

Amendementen, nr. 2-1366/002 en 2-1366/003. — Advies van de Hoge Raad voor de Justitie, nr. 2-1366/004. — Amendementen, nr. 2-1366/005 tot 2-1366/010. — Verslag van 10 januari 2003 door de heren Verherstraeten en Van Hoorebeke en de dames Herzet en Lalieux, nr. 2-1366/011. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-1366/012. — Amendement, nr. 2-1366/013. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2-1366/014.

*Parlementaire Handelingen.* Bespreking en aanneming : vergaderingen van 15 en 16 januari 2003.

Senaat.

*Parlementaire stukken :*

Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers voor evocatie, nr. 2-1428/1. — Amendementen, nrs. 2-1428/2 en 2-1428/3. — Verslag van 24 januari 2003 van de dames Taelman en T'Serclaes, nr. 2-1428/2. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-1428/5. — Amendementen, nr. 2-1428/6. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1428/7.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming : vergadering van 27 februari 2003.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Tekst geamendeerd door de Senaat, nr. 2-1366/015. — Verslag van 13 maart 2003 van Mevr. Herzet en de heer Verherstraeten, nr. 2-1366/016. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2-1366/017.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming vergadering van 20 maart 2003.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1950

[C — 2003/09447]

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit  
tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965  
houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik U ter ondertekening voorleg, beoogt de oprichting van een Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen enerzijds, en de oprichting van een Commissie van Toezicht bij iedere gevangenis anderzijds. Deze nieuwe organen zullen de huidige Hoge Raad voor het Penitentiair Beleid en de huidige Bestuurscommissies vervangen. De werking, samenstelling, bevoegdheden en taken dienen te worden geprofessionaliseerd en geherwaardeerd. De mandaten van de leden van de Hoge Raad voor Penitentiair Beleid zijn afgelopen, wat de geschikte gelegenheid is om deze organen te

ce qui rend le moment opportun pour remplacer lesdits organes dans l'esprit du rapport final de la commission chargée de l'élaboration de la « loi de principe concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus ». Afin d'assurer la continuité des avis externes et du contrôle du régime des détenus, l'urgence particulière est invoquée.

Un Ministre de la Justice doit pouvoir s'appuyer sur un organe consultatif professionnalisé et indépendant de l'organisation pénitentiaire, qui surveille pour lui le régime des détenus et les prescriptions en vigueur en la matière. Le terme « surveiller » doit être interprété de manière littérale dans le cadre du présent arrêté royal. Surveiller le régime des détenus et les prescriptions en vigueur en la matière ne signifie pas que l'on peut s'immiscer activement dans la gestion locale ou centrale de l'organisation pénitentiaire. Ces organes doivent par contre faire rapport au Ministre de la Justice de leurs observations et conseiller ce dernier en matière pénitentiaire.

Le volet « droit de plainte » n'a pas encore été concrétisé, principalement parce qu'il requiert une base légale qui devrait être fournie par une loi de principe. Les travaux de la Commission chargée de l'élaboration de la "loi de principe concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus" ont fait l'objet d'un débat parlementaire. Depuis le 20 mars 2003, il est clair que les travaux parlementaires ne pourront être clôturés prochainement. Cependant, le 20 mars 2003 la Chambre des représentants a voté une résolution qui détermine que les travaux concernant la proposition Dupont' devraient être poursuivis en priorité au cours de la prochaine législature.

Afin de franchir une nouvelle étape dans les réformes indispensables de l'administration pénitentiaire, nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté le présent arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
De Votre Majesté,  
le très respectueux et le très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal  
modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1965  
portant règlement général des établissements pénitentiaires**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 108 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1979, l'article 24, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1995, les articles 25 et 26, modifiés par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, l'article 37, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 10 février 1999, l'article 115, modifié par l'arrêté royal du 4 avril 1991, l'article 129, modifié par les arrêtés royaux des 25 février 1971 et 9 juillet 1979, et les articles 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 et 138;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 janvier 2003;

Vu la décision du Ministre du Budget du 11 février 2003, telle que modifiée par la décision du Conseil des Ministres du 4 avril 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence : aux fins d'assurer la continuité d'un organe consultatif pénitentiaire externe agissant pour le Ministre de la Justice et compte tenu du fait que les mandats des membres du Conseil supérieur de la Politique pénitentiaire ont expiré le 2 juin 2002, il est nécessaire de créer le plus rapidement possible un nouvel organe consultatif pénitentiaire pour le Ministre de la Justice;

Vu la nécessité de professionnaliser les actuelles Commissions administratives ainsi que de coordonner et d'encadrer leurs travaux;

vervangen in de geest van het eindverslag van de Commissie « Basiswet gevangeniswezen en rechtspositie van gedetineerden ». Teneinde de continuïteit van extern advies en controle op de bejegening van gedetineerden te verzekeren, wordt dan ook de bijzondere hoogdringendheid ingeroepen.

Een Minister van Justitie heeft behoefte aan een geprofessionaliseerd adviesorgaan dat, onafhankelijk ten opzichte van de penitentiaire organisatie, ter zijner behoefte toezicht houdt op de bejegening van gedetineerden en de ter zake geldende voorschriften. De woorden «toezicht houden op» dienen in het kader van dit Koninklijk Besluit letterlijk te worden genomen. Toezien op de bejegening van gedetineerden en de ter zake geldende voorschriften betekent niet dat men zich actief kan mengen in het lokaal of centraal beleid van de penitentiaire organisatie. Wel dienen zij aan de Minister van Justitie te rapporteren over hun waarnemingen en hem te adviseren over penitentiaire aangelegenheden.

Het luik « beklagrecht » werd nog niet ingevuld, vooral omdat hiervoor de wettelijke basis gewenst is die een basiswet zou moeten leveren. De werkzaamheden van de Commissie « Basiswet gevangeniswezen en rechtspositie van gedetineerden » lagen ter bespreking in het Parlement. Sinds 20 maart 2003 is duidelijk dat deze parlementaire werkzaamheden niet binnen afzienbare tijd zullen kunnen worden beëindigd. Op 20 maart 2003 stemde de Kamer van volksvertegenwoordigers immers een Resolutie die inhoudt dat de werkzaamheden inzake het voorstel Dupont' prioritair dienen te worden verder gezet in de volgende legislatuur.

Teneinde een nieuwe stap te kunnen zetten in de broodnodige hervormingen van het gevangeniswezen, leg ik u dit koninklijk besluit ter ondertekening voor.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit  
tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965  
houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 108 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1979, op artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1995, op de artikelen 25 en 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, op artikel 37, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 10 februari 1999, op artikel 115, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 april 1991, op artikel 129, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1971 en 9 juli 1979 en op de artikelen 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 en 138;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 januari 2003;

Gelet op de beslissing van de Minister van Begroting van 11 februari 2003, zoals gewijzigd door de beslissing van de Minister-raad van 4 april 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, teneinde de continuïteit van een extern adviesorgaan voor het gevangeniswezen ten behoeve van de Minister van Justitie te verzekeren en gezien het feit dat de mandaten van de leden van de Hoge Raad voor Penitentiair Beleid een einde namen op 2 juni 2002, is het noodzakelijk zo snel mogelijk over te gaan tot de oprichting van een nieuw adviesorgaan voor het gevangeniswezen ten behoeve van de Minister van Justitie;

Gelet op de noodzaak aan professionalisering van de huidige Bestuurscommissies en aan de nood tot coördinatie en ondersteuning van de werkzaamheden van de huidige Bestuurscommissies;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1979, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Conseil supérieur de la Politique pénitentiaire » sont remplacés par les mots « Conseil central de Surveillance pénitentiaire »;

2° les mots « Commission administrative » sont remplacés par les mots « Commission de surveillance ».

**Art. 2.** A l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Commission administrative » sont remplacés par les mots « Commission de surveillance »;

2° les mots « Conseil supérieur de la politique pénitentiaire » sont remplacés par les mots « Conseil central de surveillance pénitentiaire ».

**Art. 3.** Dans les articles 25 et 26 du même arrêté, modifiés par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 23 mars 2001, les mots « Commission administrative » sont remplacés par les mots « Commission de surveillance ».

**Art. 4.** L'article 115 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 avril 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 115. Le directeur peut prendre l'initiative des propositions de grâce en faveur de détenus lorsqu'il existe des circonstances particulières et lorsqu'il estime ces détenus dignes d'être recommandés à la clémence royale. »

**Art. 5.** L'intitulé du Titre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« **TITRE III. — INSPECTION ET SURVEILLANCE** »

**Art. 6.** Le Chapitre II du Titre III du même arrêté, comprenant les articles 129 à 138, est remplacé par les dispositions suivantes :

« **CHAPITRE II. — Surveillance**

*Section 1<sup>re</sup>. — Disposition générale*

Art. 129. Le Conseil central de surveillance pénitentiaire et les Commissions de surveillance exercent la surveillance sur tout ce qui concerne le traitement réservé aux détenus et le respect des règles en la matière.

*Section 2. — Conseil central de surveillance pénitentiaire*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Création et missions*

Art. 130. Il est institué au sein du Service public fédéral Justice un Conseil central de Surveillance pénitentiaire.

Art. 131. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire a pour mission :

1° d'exercer, pour le Ministre de la Justice, un contrôle indépendant sur tout ce qui concerne le traitement réservé aux détenus et le respect des règles en la matière;

2° de soumettre des avis au Ministre de la Justice, soit d'office, soit à la demande de celui-ci et éventuellement dans un délai fixé par lui, sur l'exécution des peines et mesures privatives de liberté;

3° de rédiger un projet de code de déontologie pour le fonctionnement tant du Conseil central de Surveillance pénitentiaire que des Commissions de Surveillance, qui sera soumis à l'approbation du Ministre de la Justice;

4° de conseiller le Ministre de la Justice sur la désignation et la révocation des membres de la Commission de Surveillance;

5° de coordonner et d'encadrer le fonctionnement des Commissions de Surveillance et de veiller à ce que leurs activités se limitent aux missions qui leur sont confiées à l'article 138<sup>ter</sup>;

6° de rédiger annuellement pour le Ministre de la Justice un rapport concernant le fonctionnement des commissions de Surveillance et leurs constatations sur tout ce qui concerne le traitement réservé aux détenus et le respect des règles en la matière.

Art. 132. § 1<sup>er</sup>. Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions, les membres du Conseil central de Surveillance pénitentiaire ont le droit de consulter sur place, sauf exceptions prévues

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 7 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1979, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Hoge Raad voor penitentiair beleid » worden vervangen door « Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen »;

2° het woord « Bestuurscommissie » wordt vervangen door de woorden « Commissie van Toezicht ».

**Art. 2.** In artikel 24, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1995, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « Bestuurscommissie » wordt vervangen door de woorden « Commissie van Toezicht »;

2° de woorden « Hoge Raad voor Penitentiair Beleid » worden vervangen door de woorden « Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen ».

**Art. 3.** In de artikelen 25 en 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 23 maart 2001, wordt het woord « Bestuurscommissie » vervangen door de woorden « Commissie van Toezicht ».

**Art. 4.** Artikel 115 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 april 1991, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 115. De directeur kan het initiatief nemen voor genadevoorstellen ten voordele van gedetineerden wanneer er bijzondere omstandigheden zijn en wanneer hij meent dat deze gedetineerden waardig zijn om in de clementie van de Koning aanbevolen te worden. »

**Art. 5.** Het opschrift van Titel III van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« **TITEL III. — INSPECTIE EN TOEZICHT** »

**Art. 6.** Hoofdstuk II van Titel III van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 129 tot 138, wordt vervangen als volgt :

« **HOOFDSTUK II. — Toezicht**

*Afdeling 1. — Algemene bepaling*

Art. 129. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en de Commissies van Toezicht houden toezicht op alles wat betrekking heeft op de bejegening van gedetineerden en op de naleving van de voorschriften ter zake.

*Afdeling 2. — Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen*

*Onderafdeling 1. — Oprichting en taakomschrijving*

Art. 130. Er wordt bij de Federale Overheidsdienst Justitie een Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen opgericht.

Art. 131. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen heeft tot taak :

1° ten behoeve van de Minister van Justitie, een onafhankelijk toezicht te houden op alles wat betrekking heeft op de bejegening van de gedetineerden en op de naleving van de voorschriften ter zake;

2° ten behoeve van de Minister van Justitie, hetzij ambtshalve, hetzij op zijn verzoek en eventueel binnen een door hem bepaalde termijn, advies te verlenen over de uitvoering van vrijheidsstraffen en vrijheidsbenemende maatregelen;

3° zowel voor de werking van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen als voor de werking van de Commissies van Toezicht, een ontwerp van deontologische code op te stellen, die ter goedkeuring aan de Minister van Justitie wordt voorgelegd;

4° de Minister van Justitie te adviseren over de aanstellingen en ontslagen van de leden van de Commissie van Toezicht;

5° de werking van de Commissies van Toezicht te coördineren en te ondersteunen en erop toe te zien dat hun werkzaamheden zich beperken tot de hen in artikel 138<sup>ter</sup> toevertrouwde taken;

6° ten behoeve van de Minister van Justitie jaarlijks een verslag op te stellen betreffende de werking van de commissies van toezicht en hun bevindingen inzake alles wat betrekking heeft op de bejegening van gedetineerden en op de naleving van de voorschriften terzake.

Art. 132. § 1. Voorzover dit voor de uitoefening van de taken noodzakelijk is, hebben de leden van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen het recht om ter plaatse, behoudens wettelijke

par la loi, tous les livres et documents se rapportant à la prison et, moyennant accord écrit préalable du détenu, toutes les pièces contenant des informations individuelles le concernant.

§ 2. Ils ont également le droit d'entrer en contact avec des détenus sans être surveillés.

#### Sous-section 2. — Composition du Conseil central de Surveillance pénitentiaire et nomination de ses membres

Art. 133. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire se compose de 10 membres au plus, qui sont désignés et révoqués par le Ministre de la Justice et parmi lesquels celui-ci désigne un membre en qualité de président et un autre membre en qualité de vice-président. Le président et le vice-président doivent appartenir à un rôle linguistique différent. Pour la composition du Conseil central de Surveillance pénitentiaire, il est tenu compte de la parité linguistique.

§ 2. Les membres sont nommés sur la base de leur compétence en rapport avec les missions qui sont confiées au Conseil central de Surveillance pénitentiaire en vertu de l'article 131.

§ 3. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire est composé d'au moins :

- 1° un magistrat;
- 2° un avocat;
- 3° un médecin;
- 4° un criminologue.

Art. 134. Pendant la durée du mandat, l'appartenance au Conseil central de Surveillance pénitentiaire est incompatible avec :

- 1° l'appartenance à une Commission de Surveillance;
- 2° l'exercice d'une fonction auprès de la Direction générale Exécution des Peines et Mesures du Service public fédéral Justice ou l'exécution d'une mission pour celle-ci.

#### Sous-section 3. — Fonctionnement

Art. 135. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire se réunit au moins une fois par mois sur la convocation de son président. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire ne peut se réunir que si deux tiers de ses membres sont présents.

§ 2. Le Ministre de la Justice peut assister aux réunions. Dans ce cas, il les préside.

Art. 136. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire établit son règlement d'ordre intérieur, lequel doit être approuvé par le Ministre de la Justice. Le règlement fixe en particulier :

- les modalités de convocation;
- les modalités de délibération;
- les modalités de coordination et d'encadrement des Commissions de Surveillance;
- les modalités de recours aux personnes dont l'avis lui semble utile.

§ 2. Le rapport annuel est communiqué au Ministre de la Justice dans le courant du mois de décembre.

Art. 137. § 1<sup>er</sup>. Aux fins de l'accomplissement de la mission prévue à l'article 131, 5°, le Conseil central de Surveillance pénitentiaire peut donner des instructions aux Commissions de Surveillance.

§ 2. En cas de différend entre un directeur de prison et une Commission de Surveillance en rapport avec l'accomplissement des missions confiées à la Commission de Surveillance en vertu de l'article 138<sup>ter</sup>, ce différend, accompagné des avis du Conseil central de Surveillance pénitentiaire et du fonctionnaire général de l'administration pénitentiaire, est soumis à la décision du Ministre de la Justice.

§ 3. En cas de différend entre le Conseil central de Surveillance pénitentiaire et une Commission de Surveillance, ce différend est soumis à la décision du Ministre de la Justice.

Art. 138. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil central de Surveillance pénitentiaire est assisté par un secrétaire, étant un agent de l'Etat du Service public fédéral Justice désigné par le Ministre de la Justice. Le Ministre de la Justice désigne également un secrétaire suppléant. Le secrétaire et le secrétaire suppléant ne sont pas des membres du Conseil central de Surveillance pénitentiaire.

§ 2. La mission du secrétariat est fixée par le Ministre de la Justice.

uitzonderingen, alle op de gevangenis betrekking hebbende boeken en bescheiden in te zien, en mits voorafgaande schriftelijke instemming van de gedetineerde, van alle stukken die individuele gegevens bevatten van de gedetineerde.

§ 2. Zij hebben eveneens het recht om zonder toezicht in contact te treden met gedetineerden.

#### Onderafdeling 2. — Samenstelling van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en benoeming van haar leden

Art. 133. § 1. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen bestaat uit ten hoogste 10 leden, die door de Minister van Justitie worden aangesteld en ontslagen en waarvan door hem één lid wordt aangewezen als voorzitter en één lid als ondervoorzitter. De voorzitter en de ondervoorzitter dienen van een verschillende taalrol te zijn. Bij de samenstelling van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen wordt de taalpariteit in acht genomen.

§ 2. De leden worden benoemd op grond van hun deskundigheid met betrekking tot de taken die krachtens artikel 131 aan de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen worden toevertrouwd.

§ 3. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen is samengesteld uit ten minste :

- 1° één magistraat;
- 2° één advocaat;
- 3° één arts;
- 4° één criminoloog.

Art. 134. Het lidmaatschap van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen is tijdens de duur van het mandaat onverenigbaar met :

- 1° het lidmaatschap van een Commissie van Toezicht;
- 2° de uitoefening van een ambt bij of de uitvoering van een opdracht voor het Directoraat – Generaal Uitvoering van straffen en maatregelen van de Federale Overheidsdienst Justitie.

#### Onderafdeling 3. — Werking

Art. 135. § 1. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen houdt ten minste één zitting per maand, op bijeenroeping van zijn voorzitter. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen kan slechts vergaderen als twee derde van de leden aanwezig is.

§ 2. De Minister van Justitie kan de vergaderingen bijwonen. In dit geval zit hij de vergadering voor.

Art. 136. § 1. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen stelt zijn huishoudelijk reglement op dat wordt goedgekeurd door de Minister van Justitie. Het moet in het bijzonder bepalen :

- de wijze van oproeping;
- de wijze van beraadslaging;
- de wijze van coördinatie en ondersteuning van de Commissies van Toezicht;
- het beroep op personen, van wie het advies haar nuttig lijkt.

§ 2. Het jaarlijks verslag wordt aan de Minister van Justitie overhandigd in de maand december.

Art. 137. § 1. Teneinde de in artikel 131, 5°, bepaalde taak te kunnen uitoefenen, kan de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen instructies geven aan de Commissies van Toezicht.

§ 2. In geval van een betwisting tussen een gevangenisdirecteur en een Commissie van Toezicht met betrekking tot de uitoefening van de in artikel 138<sup>ter</sup> aan de Commissie van Toezicht toevertrouwde taken, wordt deze betwisting, met advies van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en van de ambtenaar generaal van het gevangeniswezen, ter beslissing voorgelegd aan de Minister van Justitie.

§ 3. In geval van een betwisting tussen de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en een Commissie van Toezicht wordt deze betwisting ter beslissing voorgelegd aan de Minister van Justitie.

Art. 138. § 1. De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen wordt bijgestaan door een secretaris, zijnde een rijksambtenaar van de Federale Overheidsdienst Justitie die wordt aangewezen door de Minister van Justitie. De Minister van Justitie duidt tevens een plaatsvervangend secretaris aan. De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn geen lid van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen.

§ 2. De taak van de secretaris wordt bepaald door de Minister van Justitie.

## Section 3. — Commissions de Surveillance

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Création

Art. 138bis. Le Ministre de la Justice institue une Commission de Surveillance auprès de chaque prison. En cas de proximité géographique entre deux ou plusieurs prisons, une même Commission de Surveillance peut être compétente.

## Sous-section 2. — Missions

Art. 138ter. La Commission de Surveillance a pour mission :

1° d'exercer, pour le Ministre de la Justice, un contrôle sur tout ce qui concerne le traitement réservé aux détenus et le respect des règles en la matière dans la prison auprès de laquelle elle est instituée;

2° de soumettre au Conseil central de Surveillance pénitentiaire, soit d'office, soit à la demande de celui-ci, des avis et des informations sur tout ce qui concerne le traitement réservé aux détenus et le respect des règles en la matière, et de formuler des propositions qu'elle juge appropriées, ce dans la prison pour laquelle elle est compétente;

3° de rédiger annuellement pour le Conseil central de Surveillance pénitentiaire un rapport sur tout ce qui concerne le traitement réservé aux détenus et le respect des règles en la matière dans la prison pour laquelle elle est compétente.

Art. 138quater. § 1<sup>er</sup>. Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs missions, les membres des Commissions de Surveillance ont le droit de consulter sur place, sauf exceptions prévues par la loi, tous les livres et documents se rapportant à la prison et, moyennant accord écrit préalable du détenu, toutes les pièces contenant des informations individuelles le concernant.

§ 2. Ils ont également le droit d'entrer en contact avec les détenus sans être surveillés.

§ 3. Concernant les matières qui sont de la compétence de la Commission de Surveillance, le directeur fait rapport, à la demande du président de la Commission de Surveillance, sur les incidents survenus dans la prison.

§ 4. Le directeur de la prison reçoit le président de la Commission de Surveillance une fois par mois. Lorsque des circonstances exceptionnelles le requièrent, le président de la Commission de Surveillance peut solliciter une entrevue auprès du directeur de la prison.

## Sous-section 3. — Composition de la Commission de surveillance et nomination de ses membres

Art. 138quinquies. § 1<sup>er</sup>. Chaque Commission de surveillance se compose de six membres au moins et de 10 membres au plus, dont au moins :

- 1° un magistrat;
- 2° un avocat;
- 3° un médecin.

§ 2. Le Ministre désigne un membre en qualité de président et un membre en qualité de vice-président. Pour les Commissions de Surveillance instituées auprès d'une prison située dans la Région de Bruxelles-Capitale, le président et le vice-président doivent appartenir à un rôle linguistique différent.

§ 2. Les membres sont nommés par le Ministre de la Justice sur la proposition du Conseil central de Surveillance pénitentiaire et sur l'avis du président de la Commission de Surveillance. Ils sont nommés sur la base de leur compétence en rapport avec les missions sont confiées à la Commission de surveillance.

§ 3. Les membres de la Commission de Surveillance ne peuvent être âgés de plus de soixante ans au début de leur mandat. Au moins deux membres doivent être âgés de moins de cinquante ans au début de leur mandat.

§ 4. Pendant la durée du mandat, l'appartenance à la Commission de Surveillance est incompatible avec :

- 1° l'appartenance au Conseil central de Surveillance pénitentiaire;

2° l'exercice d'une fonction auprès de la Direction générale Exécution des Peines et Mesures du Service public fédéral Justice ou l'exécution d'une mission pour celle-ci.

Art. 138sexies. La durée des mandats des membres de la Commission de Surveillance est fixée à quatre ans.

Le mandat de membre de la Commission de Surveillance peut être renouvelé une seule fois.

Art. 138septies. Par une décision motivée, le Ministre de la Justice peut, sur la proposition du Conseil central de Surveillance pénitentiaire ou après avoir recueilli l'avis de celui-ci, mettre un terme au mandat d'un membre pour raisons graves. Cette décision n'est susceptible

## Afdeling 3. — Commissies van Toezicht

## Onderafdeling 1. — Oprichting

Art. 138bis. Bij elke gevangenis wordt door de Minister van Justitie een Commissie van Toezicht opgericht. Wanneer twee of meerdere gevangenissen dicht bij elkaar gelegen zijn, kan een zelfde Commissie van Toezicht bevoegd zijn.

## Onderafdeling 2. — Taakomschrijving

Art. 138ter. De Commissie van Toezicht heeft tot taak :

1° ten behoeve van de Minister van Justitie, toezicht te houden op alles wat betrekking heeft op de bejegening van de gedetineerden en op de naleving van de voorschriften ter zake, in de gevangenis waarbij zij is opgericht;

2° aan de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen, hetzij ambtshalve, hetzij op zijn verzoek, advies en inlichtingen te geven betreffende alles wat betrekking heeft op de bejegening van de gedetineerden en op de naleving van de voorschriften ter zake, en voorstellen te doen die zij gepast acht, in de gevangenis waarvoor zij bevoegd is;

3° ten behoeve van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen jaarlijks een verslag op te stellen betreffende alles wat betrekking heeft op de bejegening van de gedetineerden en op de naleving van de voorschriften terzake, in de gevangenis waarvoor zij bevoegd is.

Art. 138quater. § 1. Voor zover dit voor de uitoefening van de taken noodzakelijk is, hebben de leden van de Commissies van Toezicht het recht om ter plaatse, behoudens wettelijke uitzonderingen, alle op de gevangenis betrekking hebbende boeken en bescheiden in te zien, en mits voorafgaande schriftelijke instemming van de gedetineerde, van alle stukken die individuele gegevens bevatten van de gedetineerde.

§ 2. Zij hebben eveneens het recht zonder toezicht in contact te treden met de gedetineerden.

§ 3. Met betrekking tot aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Commissie van Toezicht behoren, doet de directeur, op vraag van de Voorzitter van de Commissie van Toezicht, verslag van incidenten in de gevangenis.

§ 4. De directeur van de gevangenis ontvangt de voorzitter van de Commissie van Toezicht éénmaal op de maand. Indien uitzonderlijke omstandigheden dit vereisen, kan de voorzitter van de Commissie van Toezicht de directeur van de gevangenis om een onderhoud verzoeken.

## Onderafdeling 3. — Samenstelling van de Commissie van Toezicht en benoeming van haar leden

Art. 138quinquies. § 1. Elke Commissie van Toezicht bestaat uit minimum zes leden en uit maximum tien leden, waaronder ten minste :

- 1° één magistraat;
- 2° één advocaat;
- 3° één arts.

§ 2. De Minister wijst één lid aan als voorzitter en één lid als ondervoorzitter. Voor de Commissies van Toezicht bij een gevangenis gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dienen de voorzitter en de ondervoorzitter tot een verschillende taalrol te behoren.

§ 2. De leden worden door de Minister van Justitie benoemd op voordracht van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en op advies van de voorzitter van de Commissie van Toezicht. Zij worden benoemd op grond van hun deskundigheid met betrekking tot de taken die aan de Commissie van Toezicht worden toevertrouwd.

§ 3. Bij de aanvang van hun mandaat mogen de leden van de Commissie van Toezicht niet ouder zijn dan 60 jaar. Minstens twee leden dienen bij de aanvang van hun mandaat jonger dan vijftig jaar te zijn.

§ 4. Het lidmaatschap van de Commissie van Toezicht is tijdens de duur van het mandaat onverenigbaar met :

1° het lidmaatschap van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen;

2° de uitoefening van een ambt bij of de uitvoering van een opdracht voor het Directoraat-generaal Uitvoering van straffen en maatregelen van de Federale Overheidsdienst Justitie.

Art. 138sexies. De duur van de mandaten van de leden van de Commissie van Toezicht is vastgesteld op vier jaar.

Het mandaat van lid van de Commissie van Toezicht kan eenmaal hernieuwd worden.

Art. 138septies. Het mandaat van een lid kan om ernstige redenen bij gemotiveerde beslissing worden opgeheven door de Minister van Justitie op voorstel van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen of na het advies van de Centrale Toezichtsraad voor het

d'aucun recours. Il ne peut être mis fin au mandat qu'après avoir entendu le membre sur les raisons invoquées.

#### Sous-section 4. — Fonctionnement

Art. 138*octies*. § 1<sup>er</sup>. La Commission de Surveillance se réunit au moins une fois par mois. La Commission ne peut se réunir que si deux tiers de ses membres sont présents.

§ 2. Un ou plusieurs membres de la Commission de Surveillance sont chargés à tour de rôle, pendant un mois et à raison d'au moins une fois par semaine, de visiter en qualité de commissaire de mois le ou les prisons auprès desquelles la Commission est établie.

Art. 138*nonies*. La Commission de Surveillance établit son règlement d'ordre intérieur, lequel est soumis à l'approbation du Conseil central de Surveillance pénitentiaire et du Ministre de la Justice. Le règlement fixe en particulier :

- les modalités de convocation;
- les modalités de délibération.

Art. 138*decies*. § 1<sup>er</sup>. Chaque Commission de surveillance est assisté par un secrétaire, étant un agent de l'Etat du Service public fédéral Justice désigné par le Ministre de la Justice. Le Ministre de la Justice désigne également un secrétaire suppléant. Le secrétaire et le secrétaire suppléant ne sont pas des membres des Commissions de Surveillance.

§ 2. La mission du secrétaire est fixée par le Ministre de la Justice. »

Art. 7. Les indemnités pour frais de parcours et de séjour des membres du Conseil central de surveillance pénitentiaire sont fixées conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères. Pour l'application du présent article, les personnes qui ne sont pas fonctionnaires sont assimilées aux agents de rang 15 à 17.

Art. 8. L'article 37 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 10 février 1999, est abrogé.

Art. 9. L'arrêté royal du 23 octobre 1978 portant création d'un Conseil supérieur de la Politique pénitentiaire, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 1998, est abrogé.

Art. 10. L'arrêté royal du 19 février 1956 instituant une commission permanente de défense sociale au Ministère de la Justice, modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 2002 relatif à la reprise des attributions du secrétaire général du Ministère de la Justice, autres que celles pour l'application des dispositions statutaires, par le président du Comité de Direction du Service public fédéral Justice, est abrogé.

Art. 11. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Gevangeniswezen hierover te hebben ingewonnen. Tegen deze beslissing staat geen enkel beroep open. Het mandaat kan niet worden opgeheven dan nadat het lid gehoord is over de aangevoerde redenen.

#### Onderafdeling 4. — Werking

Art. 138*octies*. § 1. De Commissie van Toezicht houdt ten minste één zitting per maand. De Commissie kan slechts vergaderen als twee derde van de leden aanwezig is.

§ 2. Eén of meer leden van de Commissie van Toezicht zijn er beurtelings mee belast gedurende één maand, ten minste éénmaal per week als maand-commissaris de gevangenis of gevangenen waarbij zij zijn ingericht, te bezoeken.

Art 138*nonies*. De Commissie van Toezicht stelt haar huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en aan de Minister van Justitie. Het moet in het bijzonder bepalen :

- de wijze van oproeping;
- de wijze van beraadslaging.

Art. 138*decies*. § 1. Elke Commissie van Toezicht wordt bijgestaan door een secretaris, zijnde een rijksambtenaar van de Federale Overheidsdienst Justitie die wordt aangewezen door de Minister van Justitie. De Minister van Justitie duidt tevens een plaatsvervangend secretaris aan. De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn geen lid van de Commissies van Toezicht.

§ 2. De taak van de secretaris wordt bepaald door de Minister van Justitie. »

Art. 7. De reis- en verblijfsvergoedingen van de leden van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen en de leden van de Commissies van Toezicht, worden bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries. Voor de toepassing van dit artikel worden de personen die geen ambtenaar zijn, gelijkgesteld met de personeelsleden van rang 15 tot 17.

Art. 8. Artikel 37 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement op de strafinrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 10 februari 1999, wordt opgeheven.

Art. 9. Het koninklijk besluit van 23 oktober 1978 tot oprichting van een Hoge Raad voor penitentiair beleid, gewijzigd door het Koninklijk Besluit van 2 juni 1998, wordt opgeheven.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 19 februari 1956 houdende instelling van een vaste commissie tot bescherming van de maatschappij bij het Ministerie van Justitie, gewijzigd door het Koninklijk Besluit van 14 oktober 2002 tot overname van opdrachten van de secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie, andere dan die voor de toepassing van de statutaire bepalingen, door de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Justitie, wordt opgeheven.

Art. 11. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

AGENCE FEDERALE  
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
[C - 2003/22580]

Avis de vacance d'emplois. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 8 mai 2003, page 25039, il faut lire : "AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE" au lieu de l'en-tête : "SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT".

FEDERAAL AGENTSCHAP  
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
[C - 2003/22580]

Vacaturebericht. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 8 mei 2003, bladzijde 25039, dient gelezen te worden : "FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN" in plaats van de hoofding : "FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSgezONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU".